

GREVES A AMSTERDAM

Pour la première fois depuis de longues années, des grèves importantes ont eu lieu aux Pays-bas, brisant le mythe, en apparence déjà sacro-saint, de la trêve de classe comme la vertu essentielle de la classe ouvrière hollandaise, qui la distingue de manière supérieure à toute autre classe ouvrière.

Plus de 4.000 ouvriers municipaux d'Amsterdam, dont ceux des tramways, se sont mis en grève le dernier jour de mars, leurs revendications ayant principalement trait aux salaires.

Les grèves ont duré cinq jours et, sans doute, les grévistes ont subi un échec : retour au travail sans aucun gain, plus de 60 ouvriers victimes des mesures de « rancune » de la part de la municipalité ; des instructions ouvertes par la justice contre certains grévistes. Mais ce n'est pas toute l'histoire, c'en est même la partie la moins importante.

Ce fut l'échec, mais comment ? Le troisième jour de la grève, des militaires ont été employés pour « assurer les services » sur une très grande échelle. La municipalité, le parti réformiste, les syndicats (sauf le syndicat stalinien), le gouvernement, la presse, la T.S.F., tout ce qui est pouvoir ou propagande était coalisé contre les grèves. On notait particulièrement l'hystérie de la part des chefs des syndicats réformistes, et de leur presse, orientés au « coup d'état » communiste, exigeant dès le premier jour l'attitude la plus ferme envers les grévistes, accablant le maire d'Amsterdam qui, un moment, fit semblant de vouloir parler avec le comité de grève.

Pourquoi cette rage ? C'est que tout un système risquait de s'écrouler. Le système de coalition gouvernementale entre le P.S. et les partis de la bourgeoisie, le système de coopération entre les somnifères des syndicats et les patrons sous la tutelle de ce gouvernement, le système de « politique de salaires contrôlés », dernier reste d'une soi-disant économie dirigée d'après-guerre. Si cette grève avait réussi, d'autres secteurs de la classe ouvrière auraient sans doute suivi l'exemple ; une hausse générale de salaires se serait produite, et les chefs réformistes, incapables de contenir les ouvriers, au-

raient perdu « la confiance » de la bourgeoisie et leurs portefeuilles au gouvernement.

Tout ceci explique pourquoi ce sont surtout le P.S. et le syndicat réformiste qui se sont montrés « hardiment », ouvertement et, encore une fois, effectivement, des briseurs de grève.

Mais le système a montré ses failles. Dans une période d'ascension économique inouïe, tout le « succès » du système a été que le niveau de vie des travailleurs est resté, dit-on, à un niveau légèrement supérieur à celui de 1938, année de crise. Avec des profits qui ne sont pas contrôlés (à la différence des salaires) toujours plus élevés, avec un luxe toujours plus brutal, se montrant dans les villes et sur les routes. L'existence de l'ouvrier non qualifié reste extrêmement pénible. Et ceci dans une période de pénurie marquée de main-d'œuvre.

Il y a une autre raison à la fureur des chefs syndicaux. C'est que les membres de leur syndicat, « leurs » ouvriers, ont participé à la grève, faisant exploser le mythe que leur politique avait l'approbation de la base.

Les grévistes ont subi un échec. Mais si l'armée est nécessaire pour briser une grève relativement restreinte de quelques 4.000 ouvriers, ne faudra-t-il pas une armée européenne pour avoir raison de luttes plus grandes ? Il est apparu que tout le système d'équilibre, qui permet aux chefs réformistes de profiter des chances de promotion que donne la participation au gouvernement, est tellement fragile, qu'ils ont dû mobiliser toutes leurs forces et celles de l'Etat contre un petit souffle. Que feront-ils quand une tempête se lèvera ? Ils se trouveront à nouveau dans l'opposition, laissant aux ouvriers, trahis par eux, le soin de restaurer avec des sacrifices très grands le droit de grève et la force des organisations ouvrières, qu'ils se sont efforcés de rompre aujourd'hui. Mais seront-ils alors encore pour longtemps les maîtres de « leurs » organisations ? Un nouveau chapitre dans l'histoire de la classe ouvrière s'est ouvert. Il y en a qui ont déjà tremblé, en attendant de tomber.

ALLEMAGNE

SUCCÈS SOCIALISTE EN SAXE

Les élections à l'Assemblée provinciale de Basse-Saxe ont été marquées par un très net succès socialiste. Par contre, les démocrates chrétiens ont perdu 400.000 voix par rapport aux élections précédentes. Ce vote est à l'image du changement qui s'opère à l'heure actuelle dans le rapport de forces entre les deux partis politiques qui s'affrontent en Allemagne.

SYRIE

LA TENSION S'ACCROIT

Il existe en Syrie une forte opposition populaire à toutes les menées impérialistes. S'appuyant sur les masses, le nouveau gouvernement Syrien a mené la bataille contre le pacte turco-irakien. Mais à l'intérieur du pays, les forces réactionnaires, favorables à une fusion de la Syrie avec l'Irak, n'ont pas abandonné le combat. Récemment, le colonel Walki, chef d'état-major, vient d'être assassiné. Cette situation instable ne peut qu'accentuer le trouble qui existe dans tout le Moyen-Orient et favoriser ainsi le développement des luttes de masses contre l'impérialisme.

CHILI

LA SITUATION SE DÉTERIORE

Les grèves se multiplient et le gouvernement a de moins en moins de recours contre elles. Récemment, un mouvement des employés de banque des deux principales villes du pays a été déclaré illégal. Mais la lutte n'en a pas moins continué, soutenue par la Confédération syndicale. Le président Ibanez projette une révision constitutionnelle augmentant ses pouvoirs. Mais il ne trouvera sans doute aucune majorité au Parlement pour appuyer ce projet. Cette situation confuse peut stimuler les luttes de classes.

SARRE

Roehling, haut personnage sous le nazisme, propriétaire des importantes aciéries sarroise de Voelklingen, veut reconquérir son bien, séquestré par les autorités françaises. Le gouvernement français refuse, ne voulant lui concéder qu'une indemnité d'expropriation. Derrière le dos des Pinay et autres ministres bienveillants, on peut deviner les gros capitalistes français. C'est sur cette question qu'achoppent à l'heure actuelle les discussions franco-allemandes sur la Sarre. Dans cette querelle sordide, les travailleurs français et allemands n'ont qu'une attitude à adopter : une lutte organisée en commun contre la bourgeoisie de chacun des deux pays.

HONGRIE

NAGY ELIMINE

Plusieurs semaines après avoir été taxé d'opportuniste de droite Nagy vient d'être privé de ses postes gouvernementaux, exclu du Bureau Politique et du Comité Central. Le délai apporté à l'adoption de cette mesure montre à quel point la direction hongroise était divisée ; avec Nagy, Farkas, autre dirigeant important, a été éliminé.

C'est parce qu'ils refusaient la nouvelle politique d'industrialisation que Nagy et Farkas ont été frappés. Le nouveau budget comporte une augmentation considérable de l'industrie lourde et de la production d'armements. La Hongrie, comme tous les Etats non capitalistes, doit se défendre. Mais une défense efficace exige que tous les problèmes intérieurs soient réglés au mieux : avec la nouvelle orientation, la réduction générale des dépenses que va-t-il advenir dans les campagnes, qui ont tant besoin de produits de consommation ? Et les travailleurs hongrois pourront-ils se mobiliser avec enthousiasme alors que des décisions d'une telle importance sont prises dans le secret le plus complet.

La lutte de tendance qui vient de secouer le parti hongrois doit faire réfléchir tous les militants communistes sur les problèmes que pose la nouvelle orientation de l'U.R.S.S. et des Etats d'Europe orientale ; et aussi sur les méthodes employées pour régler ces problèmes.

ERRATUM

Dans notre dernier numéro, il a été imprimé par erreur « pacte turco-iranien ». Il fallait lire « pacte turco-irakien ».

GRANDE-BRETAGNE

Grèves et élections générales

Peu après la tapageuse démission de W. Churchill, le gouvernement conservateur a fixé à la fin mai la date des élections générales. Pour prévenir les critiques travaillistes et s'attirer les voix d'un certain nombre de salariés, il a proposé un budget démagogique qui accorde certaines réductions d'impôts. Et c'est avec confiance que l'état-major conservateur attend le résultat du scrutin.

Il semble probable, en effet, que le Labour Party ne pourra acquérir la majorité à la Chambre des Communes. Les récentes élections aux conseils de comités ont montré que la lamentable politique de la direction travailliste avait semé confusion et désillusion parmi certains sympathisants du Labour Party. Bien plus, les coups portés à Bevan par la majorité ont écœuré plus d'un militant actif. Pour toutes ces raisons, le parti des travailleurs britanniques ne pourra, sans doute, pas trouver assez de dynamisme pour entraîner à la victoire toutes les masses laborieuses.

Faut-il, pour autant, parler de défaite générale du mouvement ouvrier ? En aucun cas ! Le prolétariat britannique forme un bloc autour du Labour Party, et il le montrera aux élections ! A l'heure actuelle, il démontre, par une série de grèves et de mouvements, toute

la puissance dont il dispose. La presse londonienne a été paralysée un mois durant par une grève totale. Les grands journaux ont perdu des millions dans l'affaire ; et si, en définitive, les grévistes n'ont obtenu qu'une faible partie de l'augmentation demandée, il ne faut pas oublier, cependant, qu'ils ont résisté aux pressions de la Commission d'Enquête officielle, qui leur demandait de reprendre le travail sans augmentation du tout. Leur lutte reprendra dans huit semaines, si toutes leurs revendications ne sont pas satisfaites. A ce moment-là d'autres corporations seront en action, les cheminots notamment dont la grève paralyserait l'économie anglaise.

Jusqu'ici la bourgeoisie n'a pas osé affronter ouvertement cette montée ouvrière ; une victoire aux élections ne changerait pas fondamentalement la situation en sa faveur. Au contraire, elle serait un stimulant aux luttes. Sur le plan politique, la gauche reprendrait l'offensive dans le Labour Party contre la direction responsable de la défaite. Sur le plan syndical, les combats ne cesseraient pas. C'est pourquoi les travailleurs peuvent attendre avec confiance un développement et un approfondissement des luttes du prolétariat britannique dans les mois à venir. J. ROBLIN.

LISEZ le numéro d'Avril-Mai 1955

de la Revue

IV^E INTERNATIONALE